



## Conseil économique et social

Distr. générale  
27 novembre 2018  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

Soixante-troisième session

11-22 mars 2019

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes  
et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée  
générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre  
les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### **Déclaration présentée par le Centre for Research in Rural and Industrial Development, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué  
conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil  
économique et social.

---

\* La version originale de la présente résolution n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

### **Les défis de l'autonomisation des femmes : pénurie de services publics et de systèmes de protection sociale**

L'autonomisation des femmes consiste à les libérer du cercle vicieux de la discrimination sociale, politique, économique et fondée sur le genre. Elle implique pour les femmes la liberté de prendre des décisions et de faire des choix de vie.

Plusieurs mesures emblématiques aux niveaux national et international ont été prises pour autonomiser les femmes, notamment l'inclusion de « l'autonomisation des femmes » comme l'un des principaux objectifs dans les huit objectifs du Millénaire pour le développement. L'objectif trois du Millénaire pour le développement appelle sans équivoque à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

L'Inde est le seul pays qui a pour paradoxe de vénérer des déesses et d'avoir les pires résultats en matière de traitement des filles et des femmes. C'est également le seul pays où le système de démocratie à trois niveaux de gouvernement a été légalement adopté. Le troisième niveau, le fédéralisme, est une gouvernance locale sous la forme de panchayats (niveau rural) et de municipalités (niveau urbain) qui a été adopté par les 73<sup>e</sup> et 74<sup>e</sup> amendements à la Constitution. Toutes les instances locales élues réservent un tiers de leurs sièges aux femmes, proportion récemment passée à 50 % dans 80 % des États en Inde. Ces dispositions ont été prises pour accroître la participation active des femmes en politique.

Selon le Rapport 2017 sur l'écart entre les sexes dans le monde du Forum économique mondial, l'Inde se situait au 108<sup>e</sup> rang, en comblant 67 % de son écart entre les sexes sur la base des quatre piliers mesurés par le Forum économique mondial – éducation, lieu de travail, santé et représentation politique. La participation économique et la santé constituent les plus grands défis de l'Inde.

S'il ne fait aucun doute que les femmes en Inde ont fait des progrès considérables depuis l'indépendance, elles continuent à lutter contre de nombreux fléaux sociaux dans la société patriarcale, dominée par les hommes.

Le Centre for Research in Rural and Industrial Development (CRRID) s'attache à analyser les questions d'autonomisation de femmes, depuis sa création, à travers divers paramètres tels que santé procréative, éducation et emploi. Il évalue également les différents programmes publics sur l'autonomisation des femmes. Les résultats sont communiqués aux fonctionnaires et bureaucrates. Le Centre for Research in Rural and Industrial Development communique également ses conclusions en organisant des séminaires, des conférences et en publiant les études dans des revues ou des ouvrages. Ces publications sont largement diffusées en Inde et ailleurs.

Cette présentation vise à communiquer aux parties prenantes les résultats de certaines enquêtes, études, publications du Centre for Research in Rural and Industrial Development, en mettant l'accent sur les problèmes liés à l'autonomisation des femmes, qui doivent être résolus pour le développement durable. Les problèmes sont plus graves parmi les groupes vulnérables et marginalisés, par exemple les pauvres, les castes répertoriées et les femmes tribales. Une mauvaise application des programmes publics ainsi que l'absence de politiques et d'infrastructures de protection sociale ne font que renforcer le statut inférieur des femmes dans une société patriarcale comme l'Inde.

L'article publié par le Centre for Research in Rural and Industrial Development intitulé *Women Empowerment: Gendered Dynamics in Indian Punjab* analysait les

différents aspects de l'autonomisation et concluait que des niveaux de développement élevés ne déterminaient pas l'autonomisation des femmes. En outre, la domination masculine et l'environnement socioculturel rigide perpétuent leur statut inférieur. L'étude indiquait que l'éducation des femmes et les programmes de reconditionnement constants sur l'égalité des genres au niveau des ménages faisaient reculer les croyances sociales profondément ancrées de préférence pour les garçons.

Une autre étude, intitulée *Accessibility of Toilets among Scheduled Castes in Rural Punjab: Issues and Challenges* mettait en évidence le manque de services et soulignait que malgré les vastes programmes sur les conditions d'hygiène dans le pays, l'accès aux latrines restait un problème majeur dans les zones rurales, en particulier dans les couches marginalisées de la société. Il a été établi que les femmes et les filles étaient plus vulnérables. Malgré la « Swachh Bharat Mission » lancée par le Premier Ministre de l'Inde pour concrétiser la vision de « Clean India » (Nettoyons l'Inde) et le taux de couverture de l'assainissement universel, la pratique traditionnelle non hygiénique de défécation à l'air libre reste la principale option pour de nombreuses femmes. Les femmes et les filles des castes répertoriées ont fait état de nombreux dangers liés à la défécation à l'air libre, comme le fait d'être un danger pour la santé, de provoquer des nuisances (en particulier la nuit, chez les femmes enceintes et pendant la saison des pluies), l'absence d'intimité ou de sécurité entraînant un harcèlement sexuel et le site de défécation qui représente une menace pour leur vie.

L'étude intitulée *Home-based work: The status of women hosiery workers in Ludhiana* porte sur les femmes travaillant dans le secteur non structuré de l'économie. Elle a été menée dans la ville de Ludhiana, connue sous le nom de « centre du textile indien », où les femmes participent à la production à domicile dans le « putting-out system ». La production à domicile prive les femmes de tous les avantages d'une action collective. Elles doivent endurer des heures de travail extrêmes, des salaires bas, la précarité de l'emploi, l'absence de congés payés et de congés de maternité, ainsi que des cadres de travail épouvantables. Les employeurs quant à eux bénéficient d'avantages considérables, du fait de l'absence quasi totale de législation définissant les droits des femmes. En travaillant dans le secteur non structuré, les femmes n'ont pas de protection sociale et n'ont aucun pouvoir politique, et de ce fait sont exploitées.

Les résultats des études susmentionnées ont été communiqués aux instances gouvernementales pour qu'elles prennent les mesures nécessaires et publiés dans des revues réputées pour être largement diffusés.

L'étude intitulée *Quality of Natal CARE Services at Public Health Facilities in Punjab* qualifiait d'élevé le niveau de soins dont bénéficiaient les femmes, comme les installations de diagnostic (sang, selles et urine) et la disponibilité de médicaments gratuits dans les établissements de santé. La présence de lits dans les services de gynécologie, l'électricité permanente et la disponibilité de médicaments donnaient une image de qualité des services, cependant le niveau de propreté dans les toilettes, ainsi que l'absence d'eau et de rideaux pour préserver l'intimité des mères nuisaient à la qualité des services dispensés par ces établissements. Il y avait une grave pénurie de spécialistes dans ces hôpitaux. Les infrastructures comme la salle de travail, le bloc opératoire, le laboratoire et la pharmacie étaient satisfaisantes, mais l'utilisation des échographes et des radiographes nécessitait de améliorations. L'étude recensait les points à améliorer dans les services de soins natals dispensés dans les établissements de santé publics.

Les résultats ont été communiqués aux instances publiques aux niveaux national et fédéral pour une action rapide visant à combler les lacunes.

Le Centre for Research in Rural and Industrial Development dispose d'un centre de recherche en matière de population établi par le Ministère de la santé et du bien-être familial du Gouvernement indien, qui évalue en permanence sur le terrain les différents programmes lancés par le centre et le gouvernement fédéral, en particulier en ce qui concerne le bien-être familial et les soins de santé procréative pour les femmes, notamment Delivery Care Services in Punjab, Mahila Swasthya Sangh Scheme: An Evaluation, Impact of Janani Suraksha Yojana on Selected Health Behaviour in Punjab, Factors Contributing to Home Deliveries in Punjab.

Le Centre for Research in Rural and Industrial Development collabore donc régulièrement avec le Ministère de la santé et du bien-être familial en identifiant les lacunes dans les programmes, permettant ainsi d'améliorer encore les futurs programmes de santé et infrastructures publiques pour les femmes.

**Autonomisation des filles tribales pauvres dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises : étude de cas de l'école de soins infirmiers de SAIL à Bhilai et Rourkela**

Afin d'améliorer la qualité de vie de la population tribale dans l'État, le Gouvernement indien a mis en place divers programmes de développement comprenant des instituts de formation des aciéries SAIL. La plupart des filles ont indiqué que le programme de formation leur avait permis d'accroître leurs compétences et aptitudes et les avait aidées dans les techniques de recherche d'emploi. En fait, il est très compatible avec la croissance sans exclusion et le programme « Make in India ».

Ces résultats positifs ont été communiqués aux instances gouvernementales et aux industriels pour qu'ils soient reproduits ailleurs.

**Accès aux secteurs de l'emploi ou à l'esprit d'entreprise chez les femmes issues de familles de castes répertoriées dans le Punjab rural**

L'étude avait pour objectif de vérifier si les femmes des castes répertoriées avaient accès aux emplois dans le secteur public. Les principales conclusions sont que ces femmes contribuent au revenu familial, cependant la majorité d'entre elles travaillent dans le secteur non structuré, notamment en effectuant des tâches subalternes dans des familles de castes supérieures. Certains programmes publics dispensent un enseignement gratuit aux filles des castes répertoriées jusqu'au plus haut niveau, mais ne les font pas entrer sur le marché du travail, même à l'issue d'un cours sanctionné par un grade universitaire.

Les résultats ont été communiqués aux instances gouvernementales aux niveaux national et fédéral.

Globalement, étant donné que le Centre for Research in Rural and Industrial Development mène généralement des recherches sur des projets parrainés par le Gouvernement et collecte à la fois des données secondaires et des données empiriques sur le terrain, toutes les études ont une forte incidence sur la planification politique. En recensant les lacunes dans les politiques actuelles et leur mise en œuvre, les études contribuent à renforcer les droits des femmes dans l'élaboration des futures politiques.

---